Déclaration relative à la formation professionnelle de base

du 22 février 1996

La formation professionnelle de base qui associe l'apprentissage dans une entreprise et l'école professionnelle (système dit dual) constitue sans aucun doute une des forces du système de formation de notre pays. Elle offre aux jeunes gens un enseignement complet, elle leur ouvre le monde du travail et les prépare à la vie pratique; elle fournit à l'économie les forces vives dont elle a besoin et constitue enfin le socle sur lequel reposent des formations plus ciblées ou le perfectionnement.

La formation professionnelle est toutefois confrontée à d'importants défis

- les mutations sociales et technologiques modifient le paysage de la formation professionnelle et créent de nouvelles perspectives;
- de nombreux métiers exigent aujourd'hui une formation de base plus large et plus approfondie;
- le fait que la formation professionnelle soit fortement morcelée et que d'importants domaines professionnels ne soient pas pris en compte dans un concept global est de plus en plus considéré comme une lacune du système;
- au cours des dernières années, la demande pour les apprentissages a nettement diminué; il en va de même pour l'offre de places d'apprentissage qui est en régression;
- les moyens actuels de planification et de coordination sont partiellement dépassés: la participation des cantons, responsables de la politique de formation en général et assurant dans une grande mesure le financement de la formation professionnelle, n'est notamment pas suffisante.

La maturité professionnelle a généré une importante réforme de ce secteur de la politique éducative de notre pays. Pourtant l'introduction de la maturité professionnelle et les quelques autres amendements intervenus ne peuvent pas assurer à eux seuls le développement de la formation professionnelle et son adéquation à la situation actuelle.

Les Conférences des directeurs de l'instruction publique et des directeurs de l'économie publique tiennent à rappeler la nécessité et l'urgence d'une réforme globale et approfondie du système de formation professionnelle en Suisse. Les travaux liés à cette réforme devront tenir compte des principes suivants:

- la Confédération est le maître d'oeuvre; les milieux économiques et les cantons doivent être dûment associés aux travaux;
- l'examen doit porter sur l'ensemble de la formation professionnelle; pour les formations dans les domaines de la santé et du travail social qui relèvent de la compétence cantonale, la collaboration des cantons doit être particulièrement active;
- afin d'alléger et d'améliorer l'efficacité des circuits d'action et de décision sur le plan national, il y aura lieu de réorganiser les organes de gestion et de coordination;

- la réforme de la formation commerciale est considérée comme un élément important de la réforme globale; elle doit donc être entreprise sans retard.

Assemblée plénière du 22 février 1996